

Sommaire

**Projet d'appel pour les législatives (ART Rouen),
convocation d'une réunion intercollectifs, page 2**

**Un rassemblement des forces anti-libérales pour
faire échec à l'extrême droite, à la droite et à la
politique libérale du Parti Socialiste, Par Amaury
Couderc, pages 3 et 4**

**Constituer des collectifs unitaires anticapitalistes,
par Robert Duguet, pages 4 et 5**

**Contre l'extrême droite, le pôle de radicalité, par
Michel Galin, pages 5 et 6**

**21 Avril 2002, établir clairement les responsabilités,
par Bernard Fischer, page 7**

Pour l'espoir à gauche

Refondation communiste

Déclaration de la Gauche communiste

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

R.A.G

LE CLOS BOISSY-ST-YON 91790
CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
Françoise Deson Jean Deson
Michelle Dospital, militante associative
Robert Duguet, militant socialiste progressiste
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)
Bernard Fischer, militant associatif
Michel Galin, militant syndical
Gérard Grandamme, militant alternatif
Serge Guichard, militant du PCF
Vincent Huet, militant de la LCR
Jean Yves Lesage, Sylviane Charles, Dominique Larchet
Unir les travailleurs contre le MEDEF et le gouvernement
Jospin
Gérard Morlier, militant associatif
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste
Jean Sanchez, militant associatif

N° 120 mai 2002

9^e année de parution

P

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro
11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

Imprimé par nos soins

Le Comité de rédaction de RAG, ayant estimé que les résultats du premier tour des présidentielles nous plaçait dans une situation politique nouvelle, nous avons pris l'initiative de nous adresser aux associations, revues, organisations politiques qui ont participé à la réunion du 16 mars. Nous tiendrons une réunion conjointe à Paris dès le lendemain du 2^{ème} tour des présidentielles, afin d'engager la lutte pour des candidatures unitaires anticapitalistes aux législatives, même si les délais sont courts. Comme élément pour cette réunion, nous joignons le projet d'appel lancé par l'ART (Association pour le Rassemblement des Travailleurs) dans la région de Rouen.

Projet d'appel :

Pour un appel du mouvement social à un plan d'urgence unitaire pour battre la droite et l'extrême droite dès les législatives !

Dans la rue par dizaines et dizaines de milliers, nous avons exprimé notre indignation et notre révolte au lendemain du premier tour des présidentielles. Ces manifestations particulièrement massives prouvent que l'alternative électorale qui se présente devant nous, Chirac ou Le Pen, ne correspond pas la réalité politique et sociale de ce pays. Le régime présidentiel de la Cinquième République est bloqué par une crise sans précédent. Quel que soit le vainqueur du deuxième tour, il sera un « mal élu » sans légitimité démocratique.

Une autre majorité doit s'imposer, celle de ceux d'en bas, du mouvement social et de tous ceux qui luttent. Unis, nous pourrions être une force considérable.

- Comme en décembre 1995 où par centaines de milliers, les salariés du public et du privé se sont soulevés contre le plan Juppé et la remise en cause des services publics et des acquis sociaux.

- Comme lorsque l'église Saint Bernard occupée par des hommes, des femmes et des enfants sans-papiers avaient été sauvagement attaquées à coup de hache et de matraque par les CRS de Chirac et de Juppé.

- Mais aussi, comme durant ces dernières années où nous avons du lutter contre des attaques venant du gouvernement Jospin. Toutes les composantes associatives, syndicales ou politiques du mouvement social se sont confrontées à sa politique : licenciements, privatisations, attaques des acquis sociaux, de l'Education Nationale, de la Santé, expulsion de sans-papiers.

- Dans la dernière période marquée par l'offensive guerrière de Georges Bush et du colonialiste Sharon en Palestine, les puissantes

mobilisations de solidarité internationalistes avec les Palestiniens se sont encore opposées à la passivité complice du gouvernement Jospin.

- Si la gauche de gouvernement à perdu les élections, c'est parce qu'elle a combattu ceux qui constituent, « en bas », dans les luttes et le mouvement social la gauche réelle.

- Si l'on veut battre la droite et l'extrême droite, il faut que le mouvement social, dans l'unité de toutes ses composantes, s'impose vraiment comme la vraie gauche de ce pays, celle des travailleurs, de la jeunesse, et de tous les exclus, immigrés, chômeurs et précaires.

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut appeler à la formation de comités et d'assemblées unitaires de rassemblement des forces du mouvement social pour battre la droite et l'extrême droite aux législatives.

Il faudra des candidatures unitaires. Mais cette fois ci, il faudrait qu'elles soient réellement désignées, mandatées et contrôlée par ces assemblées unitaires représentatives du mouvement social. Ce grand mouvement unitaire devrait être conçu comme un cadre de démocratie participative qui nous rassemble sur les quelques exigences essentielles qui nous animent tous. Elles constituent un « plan d'urgence contre la droite et l'extrême droite » fondée sur le rejet du capitalisme globalisé et de ses conséquences, licenciements de masse, précarité, chômage, exclusion, attaques contre l'environnement, démantèlement des services publics, des retraites et des acquis sociaux. C'est en défendant tous ensemble ce plan d'urgence que nous pourrions mobiliser tous les forces disponibles pour battre la droite et l'extrême droite.

La situation est grave, un sursaut salutaire s'impose car tous nos acquis sociaux, nos droits et nos libertés sont gravement menacés en cas de victoire de la droite et de l'extrême droite aux législatives.. La participation de chacun d'entre nous est nécessaire. Faites circuler cet appel et discutez en autour de vous et faites le signer !

Un rassemblement des forces anti-libérales pour faire échec à l'extrême droite, à la droite et à la politique libérale du Parti Socialiste

Par Amaury Couderc

Il n'échappe à personne que la période qui s'ouvre est extrêmement grave et c'est la raison pour laquelle il n'est absolument pas possible de se réfugier dans l'ambiguïté, tout doit être dit, étudié, analysé, mais en finale notre position doit être claire et ne rien laisser dans l'ombre.

Le Pen au deuxième tour de la présidentielle...

Qui en porte la responsabilité essentielle ?

Contrairement à ce qu'affirment les médias et la plupart des dirigeants politiques :

- pour JL Mélenchon (ministre) ce seraient les pêcheurs à la ligne et ceux qui auraient « chipoté » sur un peu plus de sel et un peu moins de poivre,
- pour Ségolène Royal ce serait une mauvaise campagne, « les électeurs ne nous ont pas compris »,
- pour Martine Aubry ce serait l'extrême gauche et en particulier Arlette Laguiller,
- enfin globalement, ce serait l'insécurité grandissante qui aurait propulsé Le Pen à la deuxième place et fait progresser le FN ;

Au delà de ces formules lapidaires, énoncées au soir d'une défaite électorale, dans un climat peu enclin à la réflexion, on aurait pu penser que les dirigeants socialistes auraient une analyse plus réaliste des véritables raisons qui ont amené une majorité d'électeurs à sanctionner aussi durement un gouvernement et un parti sensé les représenter !...

Non seulement il n'en est rien, mais afin que le débat ne puisse même pas avoir lieu, ces dirigeants font appel à ce qu'il y a de plus lâche : la peur. C'est la dernière manœuvre d'un appareil déliquéscent qui refuse de tirer le bilan en son sein et tente d'entraîner ses alliés dans sa chute.

En refusant d'assumer collectivement les mauvais choix politiques qui ont tous procédé de la même orientation, ils refusent de se remettre en cause et d'admettre que s'ils avaient abordé les problèmes économiques sous un autre angle que

le libéralisme à tout crin et la stricte économie de marché, les résultats auraient pu être tout autre.

Certes, un certain nombre des électeurs de la « gauche plurielle » sont allés à la pêche, mais c'est essentiellement parce qu'ils étaient incapables de faire la différence entre la politique de Chirac et celle de Jospin, d'autres se sont portés en grand nombre sur l'extrême gauche et en particulier sur la LCR dont le candidat était clair et apparaissait moins sectaire (ce qui reste à prouver) que la candidate de LO.

Ce n'est pas Le Pen qui a gagné (moins de 1% de progression en voix), c'est la « gauche plurielle » qui a perdu.

Ce sont essentiellement les dirigeants du Parti Socialiste qui sont responsables de cette situation. Ils tentent de dissimuler leur responsabilité en utilisant la peur du diable « Le Pen » pour appeler à se rassembler derrière eux, mais sans jamais remettre en cause leur politique et en particulier leur politique sociale et économique. Ils nous proposent tout simplement de continuer la même politique qui nous a mis dans la situation où nous sommes aujourd'hui d'avoir à choisir entre Chirac et Le Pen, la peste ou le choléra.

En 1993, après la défaite succédant à près de 10 ans de gouvernement socialiste, l'analyse du PS était la suivante :

« Quand on a exercé des responsabilités au gouvernement on ne peut évidemment pas rester aveugle à la sanction, sinon nous ne voyons pas comment on peut reconstruire » (communiqué du PS en 1993).

En 2002, après la défaite, le PS n'a même plus la volonté de remettre en cause sa politique. Il s'abrite derrière la peur que suscite le score de Le Pen (pourtant quasiment identique à celui des dernières élections) sans vouloir se préoccuper de comprendre pourquoi les électeurs ont abandonné les urnes ou voté à l'extrême gauche. Il tente d'entraîner dans son sillage les restes d'un PC dont plus personne ne doute que dans le cas où il réussirait ce parti serait définitivement condamné à disparaître.

En 1996, à la demande de Serge Guichard, responsable national du PC, « Rassembler à Gauche » avait rédigé une contribution à destination des militants communistes pour leur 29^e congrès.

Cette contribution* (n° 75 de RAG) avait été rédigée dans le but et avec la volonté de faire

progresser le rassemblement à gauche pour une alternative progressiste dans notre pays. Bien sûr, cette contribution n'a pas été prise en compte et n'a aucunement influencé la dérive libérale d'un PC plus soucieux de préserver quelques positions électorales étroitement liées à un accord PC/PS que rechercher avec les forces progressistes des solutions à long et moyen terme qui nous auraient évité aujourd'hui d'avoir à choisir entre la droite et l'extrême droite. A cette étape, que la « gauche socialiste » participe à cette manœuvre n'aide pas à la clarification politique et démontre que sa présence au gouvernement ainsi que celle du PCF ne limite même pas la dérive droitiste du PS.

ET MAINTENANT, QUE FAIRE ?

En Octobre 96 « Rassembler à Gauche » avait appelé à un rassemblement à la gauche du PS. Rassemblement sur la base d'une alternative opposée au tout libéral et aux privatisations, en particulier la privatisation des services publics. Cette proposition s'était matérialisée en 96 à la législative partielle de Gardanne et avait vu la victoire du candidat communiste (alors candidat du pôle radical regroupant les Verts, l'extrême gauche et des groupes locaux) avec plus de 38% des voix au premier tour et 14% au candidat du PS, alors que ce même candidat avait été devancé de plus de 6 points par le candidat du PS aux élections précédentes en 93.

Ce type de rassemblement à la gauche de la gauche, compte tenu du mode de scrutin est le seul susceptible de rééquilibrer la gauche à gauche, battre le FN, et ouvrir un espoir aux salariés de ce pays. Si cette stratégie avait été appliquée nationalement il est certain aujourd'hui que le PS n'aurait pu mettre en œuvre sa politique du tout libéral et que nous n'aurions pas un fasciste au deuxième tour.

Certes, ce rassemblement n'est pas une alternative en soi, ce n'est qu'une stratégie de rassemblement de toute la gauche sur d'autres bases que celles du PS.

Cette stratégie, aujourd'hui comme hier, est la seule susceptible d'imposer un autre rapport de force au sein de la gauche.

« Rassembler à Gauche » propose à toutes les organisations et militants de gauche de mettre en œuvre des candidatures unitaires à l'occasion des élections législatives. Des can-

didatures qui se prononceraient clairement contre le tout libéral, contre la privatisation des services publics, pour les retraites par répartition, pour la défense des acquis sociaux, pour un retour au scrutin proportionnel seul susceptible de garantir la représentativité de toutes les sensibilités du monde du travail.

Si cette stratégie n'était pas mise en œuvre aux élections législatives, cela signifierait qu'une bonne partie des électeurs de l'extrême gauche seraient à nouveau appelés à voter pour des candidats de droite ou de gauche plurielle dans le seul but de faire barrage aux candidats du FN et avec la certitude qu'à l'issue de ce vote ce serait la même politique, rejetée aujourd'hui, qui serait mise en œuvre.

Ne laissons pas cette situation se mettre en place. Au delà de la confusion voulue par les appareils politiques de droite ou du PS il est important que des candidats, représentants réels du mouvement social, soient présents pour poser les véritables problèmes sociaux, économiques et de société et que cette élection ne se réduise pas à une élection dont le seul ressort sera la peur.

* cette contribution est à votre disposition sur demande à Amaury Couderc.

Constituer des collectifs unitaires anticapitalistes

Par Robert Duguet.

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle sont directement le produit de la politique menée, dans le cadre de la cohabitation, par la gauche plurielle. Certes, nous ne minimisons pas ce que signifie la présence au second tour, du candidat d'un parti xénophobe, raciste, nationaliste, le Front National de Jean Marie Le Pen. Nous savons que le fascisme recueille son soutien populaire en période de crise de l'économie capitaliste sur la base de l'opportunisme et de la trahison des directions des partis représentant les salariés : au PS et au PCF qui sont concernés au premier chef, il faut inclure les formations MDC et Verts qui se sont impliquées dans le contrat de gouvernement de juin 1997. Personne, et certainement pas l'électorat de Robert Hue, de Noël Mamère et de Jean

Pierre Chevènement, ni du reste celui de Jospin, ne demandait à leurs représentants qu'ils appuient une action gouvernementale qui a privatisé plus que Balladur et Juppé réunis.

Nous comprenons et nous soutenons le mouvement spontané de la jeunesse manifestant contre le fascisme, cependant rien ne doit nous détourner de l'établissement clair des responsabilités des uns et des autres. Les mouvements de la jeunesse après les résultats du premier tour, celui des salariés à partir du 1^{er} mai, qui inéluctablement va se déployer sur la base des revendications, signifie concrètement que le mouvement social a commencé à s'engouffrer dans la crise de régime et dans la décomposition des institutions de la Vème République.

Le processus de bipolarisation de la vie politique, reposant sur l'élection du président de la République au suffrage universel, essence du « coup d'état permanent » et des institutions de la Vème République ne fonctionne plus. Lorsque le président sortant recueille moins de 20% des suffrages, que le premier ministre PS qui mène la politique du pays depuis le début de la législature est sanctionné par les électeurs, qu'à droite et à gauche se manifestent des courants de radicalisation politique portés par des millions d'électeurs, que le PCF est en voie de disparition, que les couches conscientes du salariat cherchent une représentation du côté de l'extrême gauche, ces faits signifient que le pays est devenu ingouvernable. **Il faut donc une nouvelle République. Il faut une nouvelle représentation à gauche, capable d'imposer un nouveau contrat social.**

Nous comprenons que de nombreux citoyens, et pas seulement des salariés, estiment que pour sauver la République il faut voter Chirac au second tour. S'il est réélu président, ce qui est plus que probable, et conforté par une majorité aux élections législatives, Chirac fera une politique française libérale à la Berlusconi et un certain nombre de dossiers brûlants seront remis sur le métier (celui des retraites et des privatisations, notamment d'EDF). Dans la situation actuelle nous n'opposerons pas ceux qui veulent voter Chirac pour faire barrage au FN et ceux qui s'abstiendront. La question est de prendre en compte que nous sommes en face d'une lame de fond qui va s'exprimer sur le plan social, et donc de reposer la question de la structuration

d'un pôle anticapitaliste.

Dans l'immédiat et pour les législatives, tout en prenant en compte que nous sommes entrés dans une période extrêmement mouvante par l'intervention de la jeunesse dès les résultats du premier tour de la présidentielle, il faut poser la question de comités d'initiatives unitaires dans les circonscriptions, regroupant largement sur la base d'un programme de résistance anticapitaliste minimum (contre les licenciements et l'exclusion, contre le démantèlement des services publics, des retraites et des acquis sociaux, pour une politique des droits des peuples, contre la politique de guerre orchestrée par l'impérialisme américain, pour les droits du peuple palestinien...) **Organiser des collectifs de citoyens cela est possible et nécessaire. C'est dans les faits proposer un cadre de mobilisation efficace à ceux et celles qui ont voté en particulier LO ou LCR dans la présidentielle. C'est poser les bases de candidatures unitaires.**

Contre l'extrême droite, le pôle de radicalité !

PAR MICHEL GALIN

Notre pays n'est pas peuplé uniquement de cadres supérieurs et de patrons. Nombreux sont ceux qui vivent péniblement de leur travail, nombreux sont ceux que la reprise économique a laissé sur le bord du chemin, ou pire, les y a précipité. Pour l'avoir oublié, les « partis de gouvernement », et singulièrement ceux de gauche ont été durement sanctionnés. Une politique gouvernementale dont il faut se munir d'une loupe pour distinguer les différences avec une politique de droite, une campagne électorale insignifiante ont fait le reste.

La question de l'insécurité ne peut être évacuée. Oui, dans certains quartiers, on hésite à sortir le soir, on risque de retrouver sa voiture dégradée etc... Mais en même temps ce sont les jeunes qui sont les premières victimes de cette situation. Les médias ont ainsi construit cela comme la première préoccupation des Français, relayés dans la première partie de campagne par J.P. Chevènement avec ses sauvages et la restauration de « l'ordre ». Chirac en a fait sa thématique unique de campagne et Jospin a prétendu être copié sur le sujet. Finalement c'est Le Pen qui en a profité.

Cependant, s'en arrêter là serait une tragique erreur. **C'est la question sociale qui a été posée par les électeurs.** Comment dans un pays riche peut il y avoir 10 millions de pauvres sans que " ceux d'en haut " s'en émeuvent ? Comment les charrettes de licenciements peuvent être annoncées sans que cela n'apparaisse anormal aux gouvernants ? Comment accepter que les richesses créées restent dans les mains d'un si petit nombre sans que la gauche officielle n'en parle dans la campagne électorale.

Trois cohabitations, 4 alternances en 20 ans ont donné à juste titre que les partis de gouvernement ne changerait rien. Ainsi poussés au désespoir, une partie de ceux qui sont dans le noir a voté pour l'extrême droite fasciste. Les stigmatiser, leur faire des cours de morale serait tout aussi irresponsable et inutile. Une partie de ces électeurs ont soutenus ou participés au mouvement de 95, à la lutte contre les licenciements collectifs etc. Pendant ces mouvements l'extrême droite était singulièrement silencieuse. Le basculement vers le fascisme d'une partie des exclus n'est donc pas fait, pourvu que le mouvement social sache en exprimer les attentes, que la gauche politique sache être de gauche. Mais il y a urgence à se ressaisir.

Faire barrage électoralement à Le Pen.

Quoiqu'il m'en coûte, je voterai Chirac le 5 mai. Le Pen élu, je sais ce que risque plus de la moitié de mes élèves de l'agglomération d'Evry, je sais qu'à terme nous serions condamnés au mieux à nous taire. Chirac est le candidat des patrons, certes, mais ce n'est pas un fasciste ni un raciste. Je ne pousserai pas l'hypocrisie à espérer que les autres seront assez nombreux à voter contre Le Pen pour ne pas avoir à le faire moi même. Même, sans le risque d'être élu, si le candidat fasciste faisait un bon score, les possibilités du mouvement social et des tous les militants antilibéraux seraient réduites.

Pour un 1^{er} mai unitaire et revendicatif

Le même jour, le FN organise son rassemblement devant la statue de Jeanne d'Arc. **La réussite, par le mouvement syndical d'un premier mai unitaire et revendicatif est une nécessité.** Défense des retraites par répartition, des services publics, refus des licenciements, régularisation des sans papiers, hausse des salaires et des minimas sociaux peuvent rassembler des dizaines de milliers de salariés, de citoyens et de jeunes d'une façon plus efficace que des protestations sans contenus si ce n'est une condamnation morale du Lepénisme.

Organiser le rassemblement des forces antilibérales pour les législatives.

Même avec de fortes nuances, les discours électoraux de Noel Mamère,, Arlette Laguiller, Robert Hue, Olivier Besancenot et Daniel Gluckstein se situaient en

alternative à la politique menée par le gouvernement Jospin. L'ensemble de ces candidats ont recueilli près de 20% des suffrages. Au sein même du parti Socialiste, des militants partagent aussi une volonté de rupture avec le libéralisme.

Il est inimaginable que l'ensemble de ces forces ne prennent pas la mesure de l'enjeu et préfèrent gérer leurs intérêts de boutiques, aussi respectables soient-ils.

Mais si les formations politiques sont indispensables, sans le mouvement social, elles ne sont pas grand chose. Les manifestations, en partie spontanées, de nombreux jeunes doivent aussi pouvoir trouver une expression politique du refus de l'extrême droite et de ses thèmes.

Il serait souhaitable d'organiser le plus rapidement possible des assemblées citoyennes ou se retrouveraient toutes les composantes du mouvement social et politique pour dégager les bases minimum d'un rassemblement électoral respectueux des différences me semble être de nature à répondre à la situation . Il y a urgence à agir en ce sens si nous ne voulons pas nous retrouver confrontés à la même situation lors des législatives de Juin.

SOUTENEZ RAG - ENVOYEZ UN CHEQUE DE 20 euros ou plus.

Abonnement au bulletin RAG

Nom : Adresse N° :

rue :

Prénom :

Ville :

Code postal :

Je verse la somme de 100frs : Autre :

A retourner à Michel Galin, 21 rue de Rosays, 91600 Savigny-sur-Orge.

Site WEB:

<http://perso.wanadoo.fr/robert.duguet/rag/index.htm>

Courrier électronique:

Nos lecteurs qui souhaitent recevoir des informations au jour le jour, en fonction de la situation politique, peuvent nous faire parvenir leur mail.

Ecrire à : Robert.Duguet@wanadoo.fr

21 Avril 2002, établir clairement les responsabilités

par *Bernard Fischer*

L'accident électoral du 21 avril 2002 est un extraordinaire révélateur des grandes tendances de l'évolution de la vie politique française. Les institutions les plus réactionnaires sélectionnent les candidats les plus réactionnaires. **Il faut une sixième république. La panne électorale du 21 avril 2002 est une défaite historique de la gauche gestionnaire de gouvernement.**

Nous connaissons maintenant la date exacte de la mort politique du PCF, c'est le 21 avril 2002. Hue, le candidat du PCF, perd la moitié de son électorat et arrive loin derrière Laguiller, la candidate de Lutte Ouvrière, et derrière Besancenot, le candidat de la LCR. Le total des voix du PCF et de l'extrême gauche faisait 13 % des voix en 1995, il fait toujours 13 % des voix en 2002. Il y a un tout petit changement, le PCF passe de 8 % à 3 % des voix et l'extrême gauche passe de 5 % à 10 % des voix.

Le parti socialiste entraîne le PCF dans sa chute. Aux élections législatives de 1993, dans une situation dans laquelle Mitterrand était président de la république depuis 12 ans et Bérégovoy premier ministre depuis 2 ans, la gauche gestionnaire de gouvernement connaissait une première défaite historique. Aux élections présidentielles de 1995, dans une situation dans laquelle tous les médias prédisaient un deuxième tour entre Balladur et Chirac, le parti socialiste trouvait un sauveur en la personne de Jospin. Entre 1997 et 2002, pendant cinq ans de cohabitation entre Chirac et Jospin, la gauche gestionnaire de gouvernement battait tous les records de gestion capitaliste pour le capital. Cinq ans plus tard, plus dure est la chute.

Pour la social démocratie internationale, il y a des limites idéologiques et politiques indépassables et infranchissables au delà desquelles tout bascule, c'est la participation à un gouvernement d'extrême droite en Israël, ce sont les cinq ans de cohabitation française, c'est l'alliance entre Blair et Berlusconi pour une Europe libérale.

Le seul thème de la plus calamiteuse de tou-

tes les campagnes électorales était la sécurité, c'était un thème commun aux trois candidats à plus de 15 % des voix, Jospin, Chirac et Le Pen. Les français préfèrent l'original à la copie selon la vieille formule de Le Pen lui-même. Plus précisément encore, les français préfèrent l'original à la copie couleur et la copie couleur à la copie noir et blanc. L'original, c'est Le Pen, la copie couleur, c'est Chirac, et la copie noir et blanc, c'est Jospin.

Le tableau ne serait pas complet sans une nouvelle analyse rapide du phénomène Le Pen. **Mitterrand a fabriqué le phénomène Le Pen dans les années 1980 dans un but politicien de division de la droite.** Pendant 17 ans, de 1981 à 1998, c'est la résistible montée du phénomène Le Pen. Cette montée connaît une interruption en 1998 pour l'unique raison de la division entre Le Pen et Mégret. Aux élections régionales de 1998, on en arrive à l'élection de présidents de conseils régionaux par des alliances et des coalitions noir bleu à l'autrichienne entre la droite et l'extrême droite.

L'avenir sera pire. Le 21 avril 2002, la gauche gestionnaire de, gouvernement connaît une défaite historique comme conséquence de cinq ans de cohabitation Chirac Jospin. **Elle en tire une seule conclusion, c'est l'appel au vote Chirac au deuxième tour des élections présidentielles du 5 mai 2002, c'est l'orchestration d'un extraordinaire raz de marée pour un front unique antifasciste, pour un mouvement d'union nationale contre l'extrême droite et pour un plébiscite pour Chirac le 5 mai 2002. Elle ne comprend rien.**

Il s'agit d'une logique infernale. Hollande, le premier secrétaire du parti socialiste, fait déjà des déclarations pour des candidats uniques de la gauche plurielle au premier tour des élections législatives. Dans une situation dans laquelle il y aura des triangulaires dans 300 circonscriptions et où les candidats de la droite devanceraient les candidats uniques de la gauche plurielle au premier tour des élections législatives, la gauche gestionnaire de gouvernement appellera au désistement en faveur des candidats du RPR contre les candidats d'extrême droite au deuxième tour des élections législatives.

Notre logique est exactement inverse. Nous prenons position pour l'abstention au deuxième tour des élections présidentielles, pour des candidatures uniques de l'extrême gauche au premier tour des élections législatives et pour des quadrangulaires au deuxième tour.

Pour l'espoir à gauche REFONDATION COMMUNISTE

DÉCLARATION DE LA GAUCHE COMMUNISTE

Le premier tour de l'élection présidentielle est marqué par le rejet de la politique maastrichtienne et de ses promoteurs : la gauche plurielle et la droite. Depuis vingt ans, les travailleurs font les frais des politiques antisociales et antidémocratiques menées par des gouvernements successifs qui les ont mis en œuvre en invoquant toujours l'incontournable nécessité qu'imposerait la mondialisation capitaliste. Cette politique a discrédité le suffrage universel et a poussé à un taux d'abstention record (environ un tiers du corps électoral).

La présence d'un Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle est un affront à la démocratie. L'analyse des résultats montre que l'extrême-droite, au total, progresse par rapport à 1995 de 860 000 voix. C'est évidemment beaucoup trop, mais rien à voir avec un raz-de-marée ! Ce transfert provient directement de la droite qui perd quatre millions de voix.

Nous constatons que partout en Europe, que ce soit en Autriche, en Italie, au Portugal ou en France, les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Si Le Pen est présent au second tour, c'est avant tout à cause de l'effondrement de la gauche plurielle. Le PS perd 2 500 000 électeurs et tombe à 16%.

Quant au PCF, il perd 1 700 000 voix (soit plus de la moitié de ses voix de 1995) et réalise son plus mauvais score depuis 1920, en faisant à peine 3,4%.

Les électeurs et les militants communistes ont été conduits à disperser leurs voix : quelques uns ont voté Robert Hue, les autres se sont abstenus ou ont voté pour l'extrême-gauche, voire pour Chevènement.

La mutation prônée par la direction actuelle du PCF aboutit à la liquidation du Parti communiste français. De concessions en compromissions (privatisations, application des critères de Maastricht, participation à un gouvernement de guerre, etc.) cette direction a détruit l'identité communiste et son utilité aux yeux des travailleurs. Le groupe de la place du Colonel Fabien a failli politiquement et il se trouve au bord de la mise en faillite financière.

La direction actuelle doit faire preuve d'un minimum de dignité et se retirer pour rendre la parti aux militants.

Une direction provisoire, représentative de la diversité des courants qui existent dans le PCF, doit se mettre en place. Sa première tâche devrait être de convoquer un Congrès extraordinaire de refondation communiste, ouvert aux communistes de l'intérieur et de l'extérieur.

Ces élections ont montré qu'existe dans ce pays une gauche radicale, anticapitaliste et se réclamant aussi du communisme. Elle est diverse et, même si pour l'instant elle est désunie, de nombreux travailleurs et de nombreux jeunes se tournent vers elle.

Le rôle des communistes est de travailler à unir tous ceux qui refusent le talon de fer de la mondialisation capitaliste.

Aujourd'hui, il faut bien sûr refouler Le Pen par tous les moyens démocratiques.

Les 9 et 16 juin, à l'occasion des élections législatives, il est possible de faire renaître l'espoir à gauche en envoyant à l'Assemblée de vrais représentants des travailleurs qui ne cèdent pas devant la loi du fric.

Aubervilliers, le 22 avril 2002.